



COMMUNIQUÉ

Pour diffusion immédiate

Laurentia - L'appui de maires du Québec rend-t-il le projet plus acceptable ?

Québec, 9 novembre 2020 – Accès Saint-Laurent Beauport est indigné de constater que le Port de Québec aille chercher l'appui des maires de nombreuses municipalités du Québec pour vendre son projet au gouvernement fédéral. En quoi ces appuis vont-ils rendre le projet Laurentia plus acceptable socialement ? Ces maires ne connaissent que la version promue par le Port. Personne ne leur a parlé des impacts négatifs que l'éventuel terminal de conteneurs aura sur les communautés voisines et sur l'environnement fluvial. Par ailleurs, les maires ont-ils pris le temps de consulter leurs commettants avant de donner leur appui inconditionnel au Port ? Nous en doutons fortement.

Par conséquent, notre organisme interpelle le gouvernement fédéral et le ministre Jean-Yves Duclos pour qu'ils considèrent tous les impacts négatifs de Laurentia et tous les aspects du développement durable, notamment l'acceptabilité sociale avant de prendre une décision. « De nombreux citoyens et organismes du milieu ont déjà dit NON au projet lors de consultations publiques tenues en février 2017 par l'Agence canadienne d'évaluation environnementale », rappelle Daniel Guay, président d'Accès Saint-Laurent Beauport. « Ne l'oublions pas; 15 500 personnes ont signé une pétition ». De plus, l'Agence procède à son évaluation environnementale en vertu de la désuète Loi de 2012, loi qui a été adoptée par le gouvernement conservateur pour simplifier la vie aux promoteurs des projets et faire une évaluation qui se limite aux effets négatifs importants. « Cette évaluation comporte de nombreuses limites et c'est pourquoi le gouvernement libéral a dû la moderniser en 2019 », indique l'organisme.

L'opinion des citoyens est importante et le gouvernement fédéral doit considérer l'acceptabilité sociale du projet par la communauté locale. Ce sont eux qui vivront, jour et nuit, le bruit et la poussière des opérations portuaires, du camionnage et des trains et qui verront leur qualité de vie fortement diminuée. Est-il logique de faire passer 700 000 conteneurs par année au travers la belle ville de Québec et les quartiers centraux pour les faire traverser les ponts par train et par camion puis les diriger vers Montréal, l'Ontario et les États-Unis ? Cela ne passe pas le test du gros bon sens. Le gouvernement fédéral devrait tenir de nouvelles consultations publiques spécifiquement sur l'acceptabilité sociale pour compenser un processus d'évaluation environnementale incomplet et se mettre à l'écoute avec les citoyens concernés.

- 30 -

Pour renseignements, communiquez avec :

Daniel Guay tél. 418-265-3858
courriel : accessaintlaurentbeauport@gmail.com

www.AccesAuFleuve.org